

# Le 23 mars, tous en grève, tous dans la rue !



## NPA66

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

### Nos revendications

**UN SEUL SYSTEME DE RETRAITE :  
LA SOLIDARITE ENTRE GENERATIONS,  
LA REPARTITION**

**TROIS EXIGENCES INSEPARABLES**

Le droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés qui connaissent les travaux pénibles et ceux qui sont affectés par la dégradation des conditions de travail  
La pension doit être la continuité du salaire. Elle doit être à 75 % du salaire brut calculée sur les six meilleurs mois de salaire  
La durée maximale pour bénéficier de la retraite doit être de 37,5 annuités de cotisation, en incluant les périodes de pertes d'emplois, d'apprentissage, de formation et d'études à partir de 18 ans.

Ces trois principes impliquent l'abrogation de toutes les mesures depuis 1993 concernant la retraite Sécu et les régimes complémentaires

**NON AUX RETRAITES DE MISERES**

Indexation des retraites sur les salaires et non sur les prix  
Revalorisation immédiate des retraites de 300 euros  
Pas de retraites en dessous du SMIC revendiqué (1500 euros net)  
Compensation des inégalités entre les hommes et les femmes

**UNIFICATION DES REGIMES DE  
RETRAITE UNIQUEMENT PAR LE  
HAUT**

**POUR LE FINANCEMENT, POUR PLUS  
DE COTISATIONS :**

Donner de l'emploi en CDI à tous et toutes, en partageant le temps de travail à 32 h et plus si nécessaire !  
Augmenter les salaires (300 euros pour tous)  
Augmenter la part « patronale » des cotisations

La bourgeoisie et son gouvernement de droite préparent une nouvelle attaque contre les retraites - une attaque contre toutes et tous, contre jeunes et moins jeunes, contre travailleurs et privés d'emploi... Derrière cette attaque, c'est un brutal plan d'austérité générale qui se profile pour nous faire payer la crise du capitalisme.

**Stop à la destruction du système par répartition ! Faisons du 23 mars une action massive ouvrant la voie à un « tous ensemble » qui stoppe les contre-réformes antisociales !**

Sarkozy et Fillon l'ont dit et redit : le résultat des élections régionales n'influencera pas les décisions gouvernementales prévues. C'est en premier lieu le dossier des retraites qui va être mis sur la table avec un projet de loi présenté au gouvernement cet été, et un vote au Parlement, en septembre. Notre système de retraite est fondé sur la répartition, c'est-à-dire la solidarité entre générations, la prolongation du salaire, hors de toute capitalisation.

En 1983, la gauche applique certaines de ses promesses : retraite à 60 ans, taux de pension passant de 40 à 50 % du salaire et calculée sur les dix meilleures années. Mais, en 1985, c'est le « Livre Blanc » de Rocard, mettant en avant le soi-disant péril démographique et le déficit croissant, qui va fonder les contre-réformes réalisées jusqu'à aujourd'hui. Dès lors, l'entreprise de démolition s'accélère : passage à 40 annuités pour le privé, prise en compte des 25 meilleures années, indexation des pensions sur les prix (Balladur 1993), création de la CRDS puis CSG, alignement du public sur le privé. Seule la grande mobilisation de 1995 retarde la liquidation des régimes spéciaux.

Ce sont les mêmes arguments qui reviennent aujourd'hui : catastrophisme démographique et déficit insupportable.

**Mais l'insupportable, c'est le million de retraités sous le seuil de pauvreté et la moitié qui survit avec une pension inférieure à 1 000 euros.**

**L'insupportable, ce sont les trois quarts des femmes qui ne touchent que le minimum vieillesse (678 euros), avec des pensions inférieures de 40 % à celles des hommes.**

Les mesures envisagées par le gouvernement ne feront qu'aggraver ces scandales. Reporter l'âge de départ légal en retraite, augmenter le nombre d'années de cotisation nécessaires, alors que les deux tiers des salariés ne sont plus au travail à 60 ans et avec 5 millions de chômeurs, sont des escroqueries.

La bourgeoisie veut faire payer aux retraités sa crise en diminuant encore les pensions tout en s'attaquant aux fondements du système : la répartition. Par l'introduction dans le régime obligatoire d'un mécanisme par « points » ou « notionnel » dans lesquels la pension dépend de la situation économique et de l'espérance de vie. Et en favorisant la capitalisation : les salariés qui en ont les moyens pourront prendre des assurances pour éviter la misère des retraites de base... et engraisser les compagnies d'assurances capitalistes !



**Pourtant, les moyens pour financer les retraites existent, mais il s'agit d'un choix de société.** Face au déficit de la branche vieillesse de la Sécu (8 milliards d'euros), délibérément organisé par les gouvernements de droite et de gauche depuis trente ans, il y a des solutions car, dans le même temps, la part des salaires dans la répartition des richesses a diminué de 10 %. Voilà ce qu'il faut changer. Une augmentation de 300 euros pour tous les salariés représente 31 milliards d'euros pour les retraites ; 100 000 chômeurs de moins, c'est 1,3 milliard de cotisations ; 1 % de cotisation patronale sur l'ensemble du salaire rapporte 4,9 milliards. Avec l'augmentation des salaires directs et socialisés et la création d'emplois, nos revendications concernant les retraites peuvent être satisfaites.

**Face à de tels enjeux, la mobilisation de toutes et tous est indispensable.** Pourtant, l'alliance des organisations syndicales est trop discrète sur les revendications et peu offensive sur les modalités d'actions. La mobilisation du 23 mars doit néanmoins être l'occasion pour toutes et tous de montrer notre volonté de faire reculer le gouvernement. Il faut s'en saisir. Mais cette première journée ne doit pas rester sans lendemain. Partout dans les quartiers, dans les entreprises, il faut susciter des initiatives regroupant organisations syndicales, politiques, associations, toutes celles et tous ceux qui, sur cette question, ne veulent rien lâcher.

La droite sarkozyste aujourd'hui au pouvoir, désavouée, en crise, n'est forte que de nos faiblesses, et notamment de l'incapacité de la gauche à offrir une alternative politique s'appuyant sur la mobilisation populaire et répondant aux besoins et aspirations de la grande majorité de la population. Face au PS d'Aubry qui ne veut que gérer le capitalisme, et prêt y compris à se renier sur les retraites, **il faut construire une gauche de combat anticapitaliste, antilibérale et antiproductiviste.** Le rassemblement qui, à l'occasion des élections de mars, s'est constitué dans cette région - « A gauche maintenant ! » (NPA, PCF, PG et cinq autres organisations de la gauche de transformation sociale) - montre la voie d'une telle alternative.

## Communiqué de la liste "A gauche maintenant" sur le second tour des régionales

Nous remercions les électrices et électeurs qui nous ont apporté leurs voix au premier tour. Le score obtenu est un point d'appui pour la construction d'une alternative politique pour le monde du travail.

Nous avons mené campagne sur un programme de rupture avec la droite et les politiques d'accompagnement du capitalisme. Nous avons défendu la priorité au service public et l'utilisation de l'argent public soumise à des critères écologiques et sociaux,

le refus de la compétition entre les territoires pour un aménagement solidaire et respectueux de l'environnement. Nous avons mené une campagne très active (près de 300 réunions publiques) avec une mobilisation militante sans précédent.

Nous constatons avec regret que la personnalisation de la campagne a occulté le débat de fond, que la décision tardive de la direction nationale du PS a brouillé les cartes et permis une opération de victimisation de la part du président sortant. Celui-ci a d'ailleurs bénéficié de forts soutiens à droite et n'a pas rassemblé l'électorat de gauche puisqu'un quart de l'électorat qui s'est exprimé a voté pour les trois listes de gauche. Le score important du Front National rend plus nécessaire encore la construction d'une gauche de combat capable de répondre à l'urgence sociale.

**Pour le second tour, à l'échelle nationale nous appelons à battre la droite. En Languedoc Roussillon, nous appelons bien entendu à ne donner aucune voix à la droite et l'extrême droite.**

Cependant, avec la liste conduite par le président sortant, aucune politique de gauche ne pourra être mise en œuvre dans notre région.

Ensemble, nous poursuivrons le combat contre la politique de la droite en participant aux mobilisations sociales, notamment, dès le 23 mars, pour la défense de la retraite à 60 ans. En tout état de cause, le rassemblement unitaire de la gauche de transformation sociale « A Gauche Maintenant ! » continue.

**Pour prendre contact:**

Envoyez vos coordonnées à NPA66 - 10, rue des commères 6600 PERPIGNAN

Nom:

Adresse:

Tel:

Mail:

